

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1097

[2005/201204]

15 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 23 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 2005;

Vu la délibération du Gouvernement le 24 février 2005 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.198/4, donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Considérant que le Gouvernement a décidé de développer une nouvelle méthode de gouvernance moderne et innovante; notamment en mettant en place des Comités ministériels transversaux;

Considérant qu'il convient de permettre à ces Comités ministériels de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon est modifié comme suit :

"Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres et aux comités ministériels visés à l'article 4, § 1^{er} du présent arrêté, le Gouvernement wallon délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région."

Art. 2. L'article 3, § 2, est modifié comme suit :

"Sans préjudice des délégations qu'il octroie aux Comités ministériels, le Gouvernement wallon délibère de toute proposition de décret et d'amendement déposé au Parlement wallon."

Art. 3. L'article 5 est complété par un troisième alinéa libellé comme suit :

"§ 3. Trimestriellement, une situation budgétaire complète pour les allocations de base et les programmes identifiés comme correspondant au périmètre des plans stratégiques 1 et 2, tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses est transmise à chacun des membres des Comités ministériels par le Ministre du Budget. La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement."

Art. 4. L'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

"Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années, et notamment ceux s'inscrivant dans le cadre d'un financement alternatif, font l'objet d'une délibération du Gouvernement ou du Comité ministériel concerné avant l'adoption des projets de budget."

Art. 5. A l'article 9, les deux premières phrases sont modifiées comme suit :

"En fonction de la matière traitée, tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmise par son auteur aux autres Ministres ou aux Membres du Comité ministériel concerné."

Ceux-ci peuvent dans un délai de huit jours ou à la séance du Gouvernement wallon ou du Comité ministériel concerné qui suit la réception, en demander une délibération."

Art. 6. L'article 11 est modifié comme suit :

"Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement wallon ou le Comité ministériel concerné arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports."

Art. 7. L'article 12 est modifié comme suit :

"§ 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres ou aux Comités ministériels, le Gouvernement wallon est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande."

§ 2. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, de contentieux, d'association ou de coopération avec l'Etat fédéral, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales."

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent."

§ 3. Le Gouvernement wallon ou le Comité ministériel concerné délibère sur les modalités générales des projets de traité et d'accord de coopération, sur présentation du Ministre-Président ou du Président du Comité ministériel concerné, ceci conjointement avec le Ministre des Relations internationales s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

§ 4. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement wallon ou par le Comité ministériel concerné, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président - ou le Président du Comité ministériel concerné - et le Ministre fonctionnellement compétent, ceci conjointement par le Ministre des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

Le Gouvernement wallon ou le Comité ministériel concerné fixe la date d'entrée en vigueur de ces traités et accords."

Art. 8. L'article 14 est modifié comme suit :

"§ 1^{er} Est soumis à l'accord du Gouvernement wallon ou du Comité ministériel concerné le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés publics visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ci-après dénommée la loi, dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	8.550.000 euros	1.850.000 euros	570.000 euros
Fournitures	5.700.000 euros	570.000 euros	290.000 euros
Services	1.715.000 euros	290.000 euros	145.000 euros

§ 2. L'accord du Gouvernement wallon ou du Comité ministériel concerné est également requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au § 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent, ou dans l'hypothèse de travaux, fournitures ou services supplémentaires de plus de vingt-cinq pour cent du marché initial.

§ 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement wallon ou du Comité ministériel concerné, la passation des concessions de travaux publics dont les montants estimés hors T.V.A. correspondent à ceux déterminés au § 1^{er}.

§ 4. Tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au § 1^{er}, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement wallon ou du Comité ministériel concerné. Pour le calcul des seuils prévus au § 1^{er}, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention."

Art. 9. L'article 16 est modifié comme suit :

"Par dérogation à l'article 14, l'accord du Gouvernement wallon ou du Comité ministériel concerné n'est pas requis :

1^o pour les marchés publics à passer par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint, lorsque cette procédure est consécutive à une adjudication publique ou un appel d'offres général pour lequel l'accord préalable du Gouvernement wallon ou du Comité ministériel concerné a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises.

Le cahier spécial des charges ne peut subir que les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées;

2^o pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, *d* et *e*, et 4^o, et 39, § 2, 1^o, *d* et *g*, 3^o, *c* et *d*, et 5^o de la loi du 24 décembre 1993 relatif aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

3^o dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant."

Art. 10. L'article 17 est modifié comme suit :

"Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives à la passation des marchés publics visés aux articles 14 et 16 du présent arrêté, accompagnées du rapport d'adjudication, doivent, dans les mêmes conditions de seuils définis à l'article 14, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon ou au Comité ministériel concerné par le Ministre concerné."

Art. 11. L'article 18 est modifié comme suit :

"Dans le courant du premier mois qui suit chaque trimestre civil, les décisions relatives au choix du mode de passation et à la passation des marchés publics prises par les personnes de droit public qui relèvent du seul pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon ou des Comités ministériels, doivent, dans les mêmes conditions de seuils que celles définies à l'article 14, § 1^{er}, être communiquées pour information au Gouvernement wallon ou au Comité ministériel concerné par le Ministre de tutelle.

Seront également communiqués au Gouvernement wallon ou au Comité ministériel concerné, l'avis de marché, le rapport d'analyse du marché et les rapports conjoints des commissaires du Gouvernement."

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 13. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 avril 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1097

[2005/201204]

15. APRIL 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 68, Absatz 1;

Aufgrund des am 23. Februar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 24. Februar 2005 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996, durch das Gesetz vom 8. September 1997 und durch das Gesetz vom 2. April 2003, abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 38.198/4

In der Erwägung, dass die Regierung beschlossen hat, eine neue, moderne und innovierende Methode für das Regieren zu entwickeln, insbesondere durch die Einsetzung von bereichsübergreifenden ministeriellen Ausschüssen;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden soll, so wirksam wie möglich zu arbeiten;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird wie folgt abgeändert:

«Die Wallonische Regierung berät kollegial im Wege des Konsenses und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern und den in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten ministeriellen Ausschüssen erteilt.»

Art. 2. - Artikel 3, § 2 wird wie folgt abgeändert:

«Die Wallonische Regierung berät über sämtliche Vorschläge von Dekreten und Abänderung(en), die im Wallonischen Parlament eingebracht werden, unbeschadet der Vollmachten, die sie den ministeriellen Ausschüssen erteilt.»

Art. 3. - Artikel 5 wird durch einen dritten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3. Der Minister des Haushalts übermittelt jedem Mitglied der ministeriellen Ausschüsse quartalsweise eine vollständige Übersicht über den Haushalt für die Basiszuwendungen und die Programme, die als den strategischen Plänen 1 und 2 entsprechend identifiziert sind, sowohl was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen als auch den Stand der Einnahmen und der Ausgaben betrifft.

Die Übersicht enthält eine Anlage über das Investitionsprogramm.»

Art. 4. - Artikel 8, Absatz 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

«Die Programme über materielle Investitionen, die ein oder mehrere Jahre umfassen, und insbesondere diejenigen, die sich in den Rahmen einer alternativen Finanzierung einfügen, sind vor der Annahme der Haushaltsentwürfe Gegenstand einer Beratung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses.»

Art. 5. - In Artikel 9 werden die ersten zwei Sätze wie folgt abgeändert:

«Je nach der behandelten Angelegenheit wird jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Richtlinie mit allgemeiner Tragweite durch den Verfasser an die anderen Minister oder an die Mitglieder des betroffenen ministeriellen Ausschusses weitergeleitet.

Diese haben das Recht, binnen 8 Tagen oder bei der Sitzung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses die auf den Eingang des besagten Entwurfs folgt, eine Beratung darüber zu beantragen.»

Art. 6. - Artikel 11 wird wie folgt abgeändert:

«Wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, legt die Wallonische Regierung oder der betroffene ministerielle Ausschuss die Elemente der Politik der Region fest, benennt ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen, erteilt ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen und nimmt ihre Berichte entgegen.»

Art. 7. - Artikel 12 wird wie folgt abgeändert:

«§ 1. Unbeschadet der Vollmachten, die die Wallonische Regierung ihren Mitgliedern oder den ministeriellen Ausschüssen erteilt, ist sie allein befugt, um im Namen der Region ein Gutachten für föderale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden oder Organisationen abzugeben, sowie um einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

§ 2. Der Minister-Präsident koordiniert alle Verfahren in Sachen Gutachten, Konzertierung, Streitsachen, Vereinigung oder Zusammenarbeit mit dem Föderalstaat, den Teilstaaten oder den europäischen und internationalen Einrichtungen.

Diese Verfahren werden gemeinsam durch den Minister-Präsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet.

§ 3. Die Wallonische Regierung oder der betroffene ministerielle Ausschuss beschließt über die allgemeinen Modalitäten der Entwürfe von Verträgen und Zusammenarbeitsabkommen, die der Minister-Präsident oder der Vorsitzende des betroffenen ministeriellen Ausschusses vorlegt, oder gemeinsam mit dem Minister der internationalen Beziehungen, wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt.

§ 4. Die Verträge und Zusammenarbeitsabkommen werden, bevor sie von der Wallonischen Regierung oder dem betroffenen ministeriellen Ausschuss genehmigt werden, gemeinsam vom Minister-Präsidenten - oder vom Vorsitzenden des betroffenen ministeriellen Ausschusses- und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet. Wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt, werden sie gemeinsam vom Minister der internationalen Beziehungen und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet.

Die Wallonische Regierung oder der betroffene ministerielle Ausschuss bestimmt das Datum, an dem diese Verträge bzw. Abkommen in Kraft treten.»

Art. 8. - Artikel 14 wird wie folgt abgeändert:

«§ 1. Die Wahl des Vergabeverfahrens - einschließlich der Auftragsbekanntmachung - bezüglich der öffentlichen Aufträge, die in Artikel 6, Absatz 1 des nachstehend "das Gesetz" genannten Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge gemeint sind, unterliegt der Zustimmung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses, wenn deren Schätzwert die in der nachstehenden Tabelle angegebenen Beträge übersteigt:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf Verhandlungsverfahren mit öffentlicher Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne öffentliche Bekanntmachung
Bau- und Arbeitsleistungen	8.550.000 Euro	1.850.000 Euro	570.000 Euro
Lieferungen	5.700.000 Euro	570.000 Euro	290.000 Euro
Dienstleistungen	1.715.000 Euro	290.000 Euro	145.000 Euro

§ 2. Die Zustimmung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses wird ebenfalls vor der Vergabe des Auftrags erfordert, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1, bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15 % übersteigt oder in der Hypothese von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen, die den anfänglichen Auftrag um mehr als 25% übersteigen.

§ 3. Die Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen, deren abgeschätzte Beträge ausschl. MwSt den in § 1, festgelegten Beträgen entsprechen, unterliegt ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses.

§ 4. Jeder Entwurf einer Vereinbarung, die dazu führen kann, dass die Wallonische Region oder eine von der hierarchischen Obrigkeit eines Ministers abhängende Einrichtung in Sachen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen und im Rahmen der in § 1, angeführten Schwellen Verbindlichkeiten eingeht, bedarf ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses. Für die Berechnung der in § 1, vorgesehenen Schwellen gibt es Anlass, die gesamte Ausgabe, die sich aus dem Vereinbarungsentwurf ergibt, zu berücksichtigen.»

Art. 9. - Artikel 16 wird wie folgt abgeändert:

«In Abweichung von Artikel 14, wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses in folgenden Fällen nicht erforderlich:

1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch beschränkte Ausschreibung oder durch beschränkten Angebotsaufruf zu vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge einer öffentlichen Ausschreibung oder eines allgemeinen Angebotsaufrufs ist, für die bzw. den die vorherige Zustimmung der Wallonischen Regierung oder des betroffenen ministeriellen Ausschusses eingeholt worden ist aber denen keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung entweder der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote;

Im Sonderlastenheft dürfen nur diejenigen Anpassungen gemacht werden, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind.

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikeln 17, § 2, 1°, *d* und *e*, und 4°, und 39, § 2, 1°, *d* und *g*, 3°, *c* und *d*, und 5° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines säumigen Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge.»

Art. 10. - Artikel 17 wird wie folgt abgeändert:

«Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Vergabe der in Artikeln 14 und 16 des vorliegenden Erlasses erwähnten öffentlichen Aufträge durch den betroffenen Minister der Wallonischen Regierung oder dem betroffenen ministeriellen Ausschuss zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 14, § 1, was die Schwellen angeht.»

Art. 11. - Artikel 18 wird wie folgt abgeändert:

«Im Laufe des ersten Monats nach jedem Kalenderquartal müssen die Beschlüsse über die Wahl des Vergabeverfahrens und die Vergabe der öffentlichen Aufträge, die von öffentlich-rechtlichen Personen getroffen werden, die einzig und allein der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung oder der ministeriellen Ausschüsse unterstehen, durch den übergeordneten Minister der Wallonischen Regierung oder dem betroffenen ministeriellen Ausschuss zur Information mitgeteilt werden, unter Berücksichtigung derselben Bedingungen wie in Artikel 14, § 1, was die Schwellen angeht.

Die Auftragsbekanntmachung, der Auftragsanalysenbericht und die gemeinsamen Berichte der Kommissare der Regierung werden der Wallonischen Regierung oder dem betroffenen ministeriellen Ausschuss ebenfalls mitgeteilt.»

Art. 12. - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 13. - Die Minister werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. April 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-Cl. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2005 — 1097

[2005/201204]

15 APRIL 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, lid 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 23 februari 2005;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 24 februari 2005;

Gelet op de beraadslaging van de regering op 24 februari 2005 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 38.198/4, gegeven overeenkomstig artikel 84, lid 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Overwegende dat de regering beslist heeft om een moderne en innoverende governancemethode tot stand te brengen, meer bepaald door overkoepelende ministeriële comités op te richten;

Overwegende dat die ministeriële comités zo doeltreffend mogelijk dienen te kunnen werken;

Op de voordracht van de minister-president;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de regering wordt gewijzigd als volgt :

"Onverminderd de machtigingen die aan diens leden en aan de ministeriële comités bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit verleend worden, beraadslaagt de regering op collegiale wijze volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de algemene beleidslijnen in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen."

Art. 2. Artikel 3, § 2, wordt gewijzigd als volgt :

"Onverminderd de machtigingen die verleend worden aan de ministeriële comités, beraadslaagt de Waalse Regering over elk voorstel tot decreet en tot amendement die bij het Waalse Parlement wordt ingediend."

Art. 3. Artikel 5 wordt aangevuld door een derde lid, luidend als volgt :

"§ 3. Elk kwartaal wordt door de minister van Begroting een volledige budgettaire toestand voor de basisallocaties en de programma's die gekenmerkt worden als overeenstemmend met de perimeter van de strategische plannen 1 en 2, zowel wat de vastleggingen en de ordonnancerings als de inkomsten- en uitgavenstaten betreft, overgemaakt aan elk der leden van de ministeriële comités. De toestand bevat een bijlage die betrekking heeft op het investeringsprogramma."

Art. 4. Artikel 8, lid 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Over de materiële investeringsprogramma's die één of verschillende jaren dekken, en meer bepaald de programma's die in het kader van een alternatieve financiering passen, wordt door de regering of het betrokken ministerieel comité beraadslaagd vóór goedkeuring van de begrotingsontwerpen."

Art. 5. In artikel 9 worden de eerste twee volzinnen gewijzigd als volgt :

"Afhankelijk van de aard van het behandelde onderwerp wordt elk ontwerp van rondzendbrief of algemene richtlijn door de opsteller ervan overgemaakt aan de andere ministers of aan de leden van het betrokken ministeriële comité."

Zij kunnen binnen een termijn van acht dagen of op de vergadering van de Waalse Regering of van het ministerieel comité verzorgend op de ontvangst ervan vragen dat daarover beraadslaagd wordt."

Art. 6. Artikel 11 wordt gewijzigd als volgt :

"Wanneer het Gewest ofwel betrokken wordt bij het ontwerp of de uitwerking van een beleidslijn ofwel in daarmee belaste organen of organismen vertegenwoordigd is, worden de bestanddelen van het gewestelijk beleid door de Waalse Regering of het ministerieel comité vastgesteld, die de vertegenwoordigers van het Gewest bij die organen of organismen aanwijst, hen elk nodige richtlijn verstrekt en hun verslagen ontvangt."

Art. 7. Artikel 12 wordt gewijzigd als volgt :

"§ 1. Onverminderd de machtigingen die aan de regeringsleden of aan de leden van de ministeriële comités worden toegekend, heeft enkel en alleen de Waalse Regering de hoedanigheid om namens het Gewest advies uit te brengen ten behoeve van de federale, Gemeenschaps-, Europese of internationale overheden of organismen en om bij dezen een verslag of een verzoek in te dienen."

§ 2. De minister-president coördineert elke procedure ter zake van adviezen, overleg, geschil, vereniging of samenwerking met de federale overheid, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen."

De voorbereidingen van die procedures worden gezamenlijk door de minister-president en de bevoegde vakminister getroffen."

§ 3. De Waalse Regering of het ministerieel comité beraadslagen over de algemene modaliteiten van de ontwerp-verdragen en de ontwerpen van samenwerkingsakkoorden op voordracht van de minister-president of de voorzitter van het betrokken ministeriële comité, samen met de minister van Buitenlandse Betrekkingen indien het ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met internationaal karakter betreft."

§ 4. Vóór zij door de Waalse Regering of het betrokken ministeriële comité worden goedgekeurd, worden de verdragen en samenwerkingsakkoorden gezamenlijk voorbereid door de minister-president - of de voorzitter van het betrokken ministeriële comité - en de bevoegde vakminister samen met de minister van Buitenlandse Betrekkingen en de bevoegde vakminister indien het ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met internationaal karakter betreft."

De Waalse Regering of het ministerieel comité bepalen de datum van inwerkingtreding van die verdragen en akkoorden.”

Art. 8. Artikel 14 wordt gewijzigd als volgt :

“§ 1. De instemming van de Waalse Regering of van het ministeriële comité wordt vereist voor de keuze van de gunningswijze, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van aanneming van werken, leveringen en diensten, hierna de wet genoemd, en waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hiernavermelde bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag Onderhandelingsprocedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure met bekendmaking
Werken	8.550.000 euro	1.850.000 euro	570.000 euro
Leveringen	5.700.000 euro	570.000 euro	290.000 euro
Diensten	1.715.000 euro	290.000 euro	145.000 euro

%)

§ 2. De instemming van de Waalse Regering of van het betrokken ministerieel comité wordt ook vereist voor de gunning van een opdracht waarvan het geraamde bedrag lager is dan het overeenstemmend bedrag bedoeld in § 1, terwijl het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien procent overschrijdt of, bij bijkomende werken, leveringen of diensten met meer dan vijfentwintig procent van de aanvankelijke opdracht.

§ 3. De instemming van de Waalse Regering of van het betrokken ministerieel comité wordt ook vereist voor de gunning van concessies van openbare werken waarvan de exclusief BTW geraamde bedragen overeenstemmen met die bedoeld in § 1.

§ 4. Elke ontwerp-overeenkomst die de verbintenis van het Waalse Gewest of van een organisme dat onder het hiërarchisch gezag van een minister valt, inzake aanneming van werken, leveringen of diensten in het kader van de perken bedoeld in § 1, tot gevolg kan hebben, dient eveneens ter goedkeuring aan de Waalse Regering of aan het betrokken ministerieel comité te worden voorgelegd.

Voor de berekening van de grensbedragen bedoeld in § 1 dient de gehele uitgave voortvloeiend uit de ontwerp-overeenkomst in overweging te worden genomen.”

Art. 9. Artikel 16 wordt gewijzigd als volgt :

“In afwijking van artikel 14, is de instemming van de Waalse regering of van het betrokken ministerieel comité niet vereist :

1° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de beperkte aanbesteding of de beperkte offerteaanvraag, als deze procedure voortvloeit uit een openbare aanbesteding of een algemene offerteaanvraag waarvoor de Waalse Regering of het betrokken ministerieel comité zijn instemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens een problematische interpretatie hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes.

In het bestek mogen slechts wijzigingen worden aangebracht die strikt noodzakelijk zijn wegens voormelde interpretatieproblemen;

2° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, d en e, en 4°, en 39, § 2, 1°, d en g, 3°, c en d, en 5°, van de wet van 24 december 1993;

3° in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derde gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer.”

Art. 10. Artikel 17 wordt gewijzigd als volgt :

“De beslissingen betreffende de gunning van de in de artikelen 14 en 16 van dit besluit bedoelde overheidsopdrachten moeten in de loop van de eerste maand na elk kalenderkwartaal, samen met het aanbestedingsrapport, door de bevoegde minister voor informatie in dezelfde grensvoorwaarden als die omschreven in artikel 14, § 1, worden overgemaakt aan de Waalse Regering of aan het betrokken ministerieel comité.”

Art. 11. Artikel 18 wordt gewijzigd als volgt :

“In de loop van de eerste maand volgend op elk kalenderkwartaal moeten de beslissingen betreffende de gunningswijze en de gunning van overheidsopdrachten die door de publiekrechtelijke personen getroffen worden die enkel onder de controlebevoegdheid van de Waalse Regering of van de ministeriële comités vallen, in dezelfde grensvoorwaarden als die omschreven in artikel 14, § 1, door de toezichthoudende minister voor informatie worden medegedeeld aan de Waalse Regering of aan het betrokken ministerieel comité.

Het bericht van de opdracht, het analyseverslag van de opdracht en de samengevoegde verslagen van de regeringscommissarissen worden eveneens aan de Waalse Regering of aan het betrokken ministerieel comité medegedeeld.”

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag van ondertekening ervan.

Art. 13. De ministers zijn, elk wat hem betreft, bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.
Namen, 15 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—————

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1098

[2005/201205]

**15 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Commissariat wallon
E-Administration-Simplification, en abrégé "EASI-WAL"**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 2005;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 2005;

Vu le protocole n° 447 du Comité de secteur XVI, établi le 23 mars 2005;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé auprès du Gouvernement wallon un Commissariat wallon E-Administration-Simplification, en abrégé "EASI-WAL", ci-après dénommé le Commissariat.

Le Commissariat est placé directement sous l'autorité du Ministre-Président. Il est créé pour la durée des missions visées à l'article 2 et n'est pas constitué comme entité permanente.

Les membres du personnel du Commissariat engagés sous contrat de travail le sont en application de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, § 3 et § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Art. 2. Le Commissariat a pour missions :

1^o de mettre en œuvre les actions de simplification administrative et d'e-Gouvernement décidées par le Gouvernement;

2^o de mener un travail de veille dans les domaines visés au 1^o en vue de proposer éventuellement de nouvelles actions à mettre en œuvre;

3^o de mener un travail d'amélioration de la lisibilité des textes décrets et réglementaires, des formulaires et documents administratifs;

4^o de fournir aux services du Gouvernement wallon des conseils méthodologiques en matière de simplification administrative et de mise en place de l'e-Gouvernement.